



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Etablissement public à caractère administratif (EPA) :**

#### **Siège :**

Office Français de la Biodiversité  
12, Cours Louis Lumière  
94300 Vincennes

#### **Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :**

Service Commande Publique  
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS  
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

### **OBJET DE LA CONSULTATION :**

**2024-65**  
**SUIVI ET ETUDE DE L'OCEANITE TEMPETE DANS LA RESERVE NATURELLE**  
**NATIONALE D'IROISE**  
**2025-2028**  
**Marché de services**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FC&S)

**Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique**

### **DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :**

**Le 05/03/2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
1.2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.3. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.4. FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE	3
1.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
<b>ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	5
2.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	6
<b>ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)</b>	<b>7</b>
3.1. CONTENU	7
3.2. RETRAIT	7
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DCE	8
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>8</b>
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	9
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	11
<b>ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION</b>	<b>11</b>
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	12
5.2. SELECTION DES OFFRES	12
<b>ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>14</b>
7.1. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	15
<b>ARTICLE 8 : DECISION FINALE</b>	<b>16</b>
8.1. ATTRIBUTION DU MARCHE	16
8.2. MISE AU POINT AVEC LE CANDIDAT RETENU	16
8.3. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	16
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS</b>	<b>16</b>
9.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION	16
9.2. PROCEDURES DE RECOURS	17

## Article 1 : Objet et étendue de la consultation

### 1.1. Identification de l'acheteur

Entité : OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE - Etablissement public à caractère administratif (EPA)

Adresse : 12, Cours Louis Lumière –VINCENNES 94300

Adresse Internet de l'acheteur : <https://www.ofb.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### 1.2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de suivis et études sur l'océanite tempête :

- Action n°1 : Suivi annuel des différentes colonies (recensement des effectifs nicheurs, production en jeunes, suivi de la prédation) ;
- Action n°2 : Poursuite du baguage des adultes et poussins ;
- Action n°3 : Etude des trajets migratoires des adultes en période inter-nuptiale ;
- Action n°4 (tranche optionnelle) : Etude de l'influence des facteurs environnementaux sur la phénologie et le succès de la reproduction.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.3. Nomenclature communautaire

Classification principale	Classification(s) secondaire(s)
73300000-5 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement	90712400-5 Services de gestion des ressources naturelles et de planification de la stratégie de conservation 90713000-8 - Services de conseils environnementaux 90710000-7– Services de gestion environnementale

### 1.4. Forme et allotissement du marché

#### 1.4.1 Procédure

La présente consultation est lancée sous la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

#### 1.4.2 Allotissement

Prestations divisées en lots : ☐ oui ☒ non

#### 1.4.3 Durée du marché et délais d'exécution

##### 1) Délai d'exécution

- Les délais d'exécution des prestations seront précisés dans les bons de commande, s'agissant des prestations ordonnées par bon de commande.
- Les délais d'exécution des prestations de la part globale et forfaitaire du marché sont précisés à l'article III.3 du CCTP.

**2) Date prévisionnelle de début des prestations :** avril ou mai 2025

##### 3) Durée du marché :

Le marché court de sa notification jusqu'à l'admission des prestations. La durée prévisionnelle court jusqu'à la dernière échéance de livraison, fixée au 30/06/2029.

#### 1.3.3 Forme et montant du marché

- ☒ Il s'agit d'un marché non alloti (lot unique), à prix mixtes (prix global et forfaitaire porté à la DPGF, et prix unitaires portés au BPU) ;
- ☒ La partie accord-cadre est exécutée en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique :
- ☒ à bons de commande, en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique
- ☒ avec engagement : minimum : 0,00 €, maximum (valeur) : 15 000 € HT pour la durée entière du marché, pour les seules prestations régies à prix unitaires - par émission de bons de commande.
- ☒ Il n'est pas fixé de montant maximum pour la partie à prix global et forfaitaire du marché. Les prix sont révisables dans les conditions décrites à l'article 5.2 du CCAP

#### 1.3.4 Lieu d'exécution et/ou de livraison

Lieu d'exécution des prestations : ensemble des îlots de l'archipel de Molène, classés en Réserve naturelle nationale d'Iroise, ainsi que îlots satellites d'Ouessant et îlots du chenal du Four (Finistère).

Lieu de livraison des livrables : tous les livrables seront transmis au format dématérialisé.

Les lieux d'exécution des prestations seront indiqués dans les bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

#### 1.5. Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'opérateurs économiques.

L'Office Français de la Biodiversité (OFB), en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, à l'attributaire du marché.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (conjoint ou solidaire).

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet à l'acte d'engagement.

## Article 2 Conditions de la consultation

### 2.1. Caractéristiques principales

Type de marché : ☒ services

**Quantités, nature et étendue :** Le marché concerne le suivi et l'étude de l'océanite tempête dans la Réserve Naturelle Nationale d'Iroise sur la période 2025-2028. Les prestations incluent :

- Le recensement annuel des colonies (environ 2400 sites), le suivi de la reproduction et de la prédation, sur les saisons 2025, 2026, 2027 et 2028.
- Le baguage des adultes et poussins, sur les saisons 2025, 2026, 2027 et 2028.
- L'étude des trajets migratoires des adultes (pose de 10 GLS/an sur trois ans : 2025, 2026 et 2027, puis récupération des appareils et analyse des données).
- Optionnel : analyse des facteurs environnementaux influençant la reproduction.

Les livrables incluent des rapports annuels, des données brutes et intermédiaires (dont des données géoréférencées) et des synthèses multi-annuelles. Les derniers livrables sont attendus pour le 30/06/2029. Le périmètre géographique couvre l'ensemble des colonies de l'archipel de Molène (îlots classés en Réserve naturelle nationale d'Iroise), ainsi que les colonies des îlots satellites d'Ouessant et du chenal du Four (Finistère).

#### **Options :**

Une tranche optionnelle est prévue (action n°4) ainsi que la possibilité de passer des marchés de prestations similaires.

#### **Nombre et intitulé des tranches :**

Tranche ferme : Actions n°1 à 3

Tranche optionnelle n°1 : Action n°4 : Etude de l'influence des facteurs environnementaux sur la phénologie et le succès de la reproduction

Reconduction : ☐ oui ☒ non

#### **1) Variantes :**

☒ Non autorisées

**2) Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) :**

☒ Non

**3) Conditions particulières d'exécution du marché :**

Il est exigé la réalisation de certaines tâches essentielles par l'un des membres du groupement :

☐ Oui ☒ Non

**2.2. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois, de quantième à quantième** à compter de la date limite de réception des offres. Si le dernier jour du délai n'existe pas (30 février, 31 juin, etc.), il est prolongé au premier jour du mois suivant.

**2.3. Modalités essentielles de paiement et de financement**

**a) Modalités essentielles de paiement**

Le paiement s'effectue par mandat administratif.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément au CCAP. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €. Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues au CCAP.

**b) Modalités essentielles de financement**

Les prestations seront financées par des subventions et par des fonds propres de l'OFB.

**c) Cautionnement et garanties exigées**

Une avance est prévue, dans les conditions décrites au CCAP. Le titulaire peut soit l'accepter, soit y renoncer. Il n'est pas exigé de caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande pour le remboursement de l'avance. Il n'est pas prévu le versement d'une retenue de garantie.

## Article 3 : Dossier de consultation des entreprises (DCE)

### 3.1. Contenu

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Une décomposition du prix global et forfaitaire (annexe à l'acte d'engagement)
- Un bordereau des prix unitaires (annexe à l'acte d'engagement), et un DQE non contractuel
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Cadre méthodologique des opérations de suivis et de baguage des océanites tempêtes menées dans la Réserve naturelle nationale d'Iroise (actions n°1 et 2) (annexe 1 au CCTP)
- Les exigences techniques pour les données géoréférencées livrées (dans le cadre de prestation : contrat, marché, projet R&D, convention) (annexe 2 au CCTP).

Le CCAG doit être connu du candidat mais n'est pas fourni dans le DCE.

### 3.2. Retrait

En application de l'article R.2132-2 du CCP, les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger le DCE dans son intégralité et de répondre via la plate-forme utilisée par l'OFB à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2024-MAPA65

Conformément aux dispositions de l'annexe 6 au Code de la commande publique, l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils complètent, en ligne, un formulaire d'identification portant les mentions obligatoires suivantes : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, et les mentions facultatives suivantes : le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'inscription de ces mentions obligatoires permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ☒ .zip/.rar
- ☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Le DCE ne peut pas être retiré dans les locaux du pouvoir adjudicateur, que ce soit sur support papier ou sur support physique électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE ne sera satisfaite.

### 3.3. Modification de détail au DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours calendaires, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au DCE sont publiées sur la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le DCE, sous peine d'irrégularité de l'offre.**

### **IMPORTANT :**

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le DCE, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

## **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**



Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

#### Point de contact unique du candidat :




**L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de la consultation.**

#### 4.1. Pièces constitutives de la candidature

##### 4.1.1 Candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique.

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le DUME. Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME  n'apparaît pas.

#### A) Documents relatifs à la candidature

##### **1° - Document d'identification**



ou la **lettre de candidature dûment remplie** (sur le modèle figurant dans le formulaire [DC 1](#)) **et comprenant la déclaration sur l'honneur** (relative aux interdictions de soumissionner) conforme à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

« Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail »

##### **2° - Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats**

#### **A. Aptitude**



Inscription sur un registre professionnel pertinent



Pour les marchés de services : nécessité de détenir une autorisation spécifique : **Permis de baguage délivré par le Centre de Recherche sur la Biologie des Populations d'Oiseaux (CRBPO)**

#### **B. Capacité économique et financière**



Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices

☒ Assurance contre les risques professionnels

- Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou par domaine d'activité) ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.

### C. Capacité technique et professionnelle



- ☒ Description des principaux services fournis antérieurement sur les 3 derniers exercices
- ☒ Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique qui seront utilisés pour l'exécution du marché

- Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation.

- La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;
- En application de l'article R. 2143-12 du Code de la commande publique, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

Si le candidat répond via le DUME et décide de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante. Toutefois, après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire **une copie en format .pdf et de la joindre à votre candidature.**

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le

candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité juridique, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (**y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, dont attestation sur l'honneur de ne pas rentrer dans un cas d'exclusion de la commande publique, DC2, K-bis etc.**).

#### 4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE est irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du CCP. Les offres seront examinées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-3 du CCP. Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique.

**Les soumissionnaires présentent un dossier contenant les documents suivants :**

- Acte d'engagement ; il sera réclamé ultérieurement auprès du seul attributaire.
- Bordereau des prix unitaires ;
- Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Détail quantitatif estimatif ;
- Mémoire technique.

**NB : Le candidat ne doit pas remettre, en accompagnement de son offre, le CCAP, le CCTP, le CCP ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.**

#### **Cohérence des pièces :**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

**Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :**      ☐ oui      ☒ non

#### **REMARQUE**

Le CCTP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.

Quant au CCAP, il présente les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.

#### **Article 5 : Modalités et critères de sélection**

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

## 5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent RC ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du CCP, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Le pouvoir adjudicateur procédera au jugement tant de la capacité économique et financière que de la capacité technique et professionnelle des candidats et éliminera les candidatures lorsque les capacités seront manifestement insuffisantes.

**En application de l'article R.2144-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à cette vérification à l'issue du classement des offres.**

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## 5.2. Sélection des offres

### 5.2.1 Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6, R.2152-7, R.2152-11 et R.2152-12 du CCP et donne lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
1	Valeur technique appréciée à partir du mémoire technique		
1.1	Expérience et compétences de l'équipe	30%	

1.2	<b>Qualité des prestations, appréciée au regard de la méthodologie proposée et du calendrier de mise en œuvre des suivis sur le terrain</b>	30%	60%
2	<b>Prix des prestations</b> <b>Ce critère sera analysé sur la base du DQE et du prix global et forfaitaire indiqué à la DPGF.</b> <b>Le candidat devra ainsi remettre une DPGF, un BPU et un DQE.</b>		40%

Afin d'évaluer la valeur technique de l'offre, celle-ci devra comporter un mémoire technique présentant tous les éléments et précisions nécessaires à l'évaluation de la capacité du prestataire à assurer les missions, notamment :

- une présentation de la structure prestataire et des personnes en charge de l'exécution des prestations (expérience et compétences de l'équipe), précisant :
  - o leurs qualifications (dont permis de baguage) ;
  - o les références dans des opérations similaires (recensements et suivis de colonies d'océanites tempêtes ou d'autres espèces à reproduction hypogée, mise en œuvre de suivis télémétriques) ;
  - o la justification de la très bonne connaissance de la zone d'étude et de ses contraintes ;
- les modalités de mise en œuvre de la prestation, comprenant un descriptif méthodologique et un calendrier prévisionnel de mise en œuvre des suivis sur le terrain pour la saison 2025 (nombre de jours de terrain nécessaires, périodes et fréquence des visites de terrain, nombre d'intervenants nécessaires).

Dans un souci de continuité, afin d'obtenir un jeu de données comparables, le prestataire retenu devra suivre la même méthodologie que celle employée ces dernières années, que ce soit pour le recensement des colonies, le suivi de la production en jeunes, le suivi de la prédation ou le baguage (cf. annexe 1 du CCTP).

Les bilans annuels des suivis sont par ailleurs publiés dans le rapport d'activité de la Réserve naturelle nationale d'Iroise, consultables sur le site web du Parc naturel marin d'Iroise :

<https://parc-marin-iroise.fr/documentation/les-rapports-dactivite-de-la-reserve-naturelle-iroise>.

#### 5.2.2 Méthode de notation des offres

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent RC, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Toute offre obtenant une note globale inférieure à 5/10 sur le critère de la valeur technique

sera éliminée et non classée.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R.2152-2 du CCP, une offre irrégulière pourra être régularisée sauf si elle est anormalement basse.

### 5.3. Suites de l'examen des offres

Conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, ou si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du CCP ont été présentées, la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-2 du CCP.

## Article 6 : Attribution du marché

L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5, une déclaration sur l'honneur.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article [L. 2141-2](#), les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique (NOR :ECOM1830220A).

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement

## Article 7 : Conditions de remise des candidatures et des offres

Les plis seront obligatoirement envoyés **par voie dématérialisée** l'adresse suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



**Avant la date limite de remise des offres indiquée en première page du présent RC.**

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. Ce formulaire de demande en ligne permet de récupérer vos informations de connexion et ainsi de pré-alimenter votre demande.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.

### 7.1. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

**OFB**  
**Direction des Finances**  
**Service de la Commande Publique**  
**Site de Vincennes 'Le Nadar' Hall C**  
**12 Cours Louis Lumière**  
**94300 Vincennes**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**MARCHE PUBLIC N°2024-65**  
**NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR**  
**COPIE DE SAUVEGARDE**

**Ou**

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB<sup>1</sup>.

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

## **Article 8 : Décision finale**

### 8.1. Attribution du marché

#### 8.1.1 Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2, ci-avant, les offres sont classées par ordre décroissant.

#### 8.1.2 Acte d'engagement (AE)

Après avoir été informé de l'attribution du marché et afin de formaliser le marché, le pouvoir adjudicateur adresse au candidat retenu pour signature l'AE.



**Attention :** l'AE doit être daté et signé par une personne dûment habilitée à engager la société (soit le candidat individuel, soit l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, le mandataire), avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (pouvoir de signature notamment).

Sous réserve de respecter la réglementation en vigueur, l'attributaire peut signer sous forme manuscrite ou électronique. La signature électronique doit respecter les exigences fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique - NOR: ECOM1830224A.

### 8.2. Mise au point avec le candidat retenu

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

### 8.3. Documents à produire par l'attributaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 du CCP, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

## **Article 9 : Renseignements complémentaires et procédures de recours**

### 9.1. Demande de renseignements complémentaires dans le cadre de la consultation

---

<sup>1</sup> Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00.



Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard neuf (9) jours calendaires avant la date limite de réception des plis, une demande écrite à la personne publique via les modalités offertes pour se faire par le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence de la consultation : 2024-65

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats après le délai susmentionné.

Les renseignements complémentaires sont apportés par le pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis.

### 9.2. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

fax : 02 99 63 56 84

[greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

<https://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>